



RIODD 2023 : Changer ou s'effondrer ?

Analyses, repères et propositions pluridisciplinaires face à la nécessité d'un changement rapide et profond de nos manières de produire de consommer et d'échanger

Proposition de session thématique

Les dispositifs de régulation transnationaux : quelles articulations pour quels effets ?

Transnational labour regulation: Which interaction for which effect ?

***Date limite pour les propositions de communication :
Vendredi 12 mai 2023 (minuit)***

(déposer sur le site + mail : riodd2023@sciencesconf.org + mail organisateur-trice)

1°) Présentation du/ de la (ou des) animateur/trice(s) de la session

MASSON Léna , LUMEN, Université de Lille
104 Av. du Peuple Belge, 59800 Lille
email : lana.masson@univ-lille.fr

BOURGUIGNON Rémi, IRG, UPEC
Rue de la porte des champs, 94000 Créteil

OKA Chikako, IRG, UPEC
Rue de la porte des champs, 94000 Créteil

2°) Titre précis de la session (français et anglais) :

Les dispositifs de régulation transnationaux : quelles articulations pour quels effets ?

Transnational labour regulation: Which interaction for which effect?

En 2015, on estimait qu'environ 50% du commerce mondial dépendait des chaînes globales de valeur (CGV) (Banque Mondiale, 2020). Si leur émergence a dessiné de nouvelles opportunités économiques pour les pays en voie de développement (PVD), leur absence de régulation a conduit à des violations des droits des travailleurs et à la banalisation de conditions de travail indignes. Toutefois, les donneurs d'ordres occidentaux se sont souvent désolidarisés de ces problématiques sociales liées au travail en raison d'une dilution de leur responsabilité.

Depuis quelques années, la recherche conduite sur les CGV inclue d'autres acteurs (que les donneurs d'ordres et sous-traitants) non directement impliqués dans le processus de production, mais reconnus comme participant à la dynamique et à la gouvernance de ces chaînes (gouvernements, agences de certification, ONGs, syndicats...) (ex. Bair & Palpacuer, 2015 ; Raj Reichert, 2015). Peu à peu, la gouvernance des CGV a été perçue comme un processus multi-acteurs devant permettre un plus grand respect des normes environnementales et sociales. Les États et les organisations internationales jouent un rôle clé dans la construction et le maintien des CGV. Le couple « retrait de l'État » et « globalisation économique » a été de plus en plus contesté, étant donné que la pertinence de l'interventionnisme Étatique a maintes fois été démontrée (ex. Weiss, 2005 ; Dicken, 2015). Ces dernières années, de plus en plus de travaux se sont centrés sur le rôle de l'État dans les CGV (ex. Smith, 2015 ; Horner, 2017 ; Mayer & Phillips, 2017 ; Alford & Philipps, 2018 ...). Les États peuvent en être les architectes, régulant ou dérégulant le fonctionnement des CGV et édictant (ou non) la façon dont la valeur créée doit y être répartie : ils jouent donc un rôle actif dans leur structuration et leur fonctionnement (Ponte, *et al.*, 2019), tout comme de nombreux autres acteurs tentant chacun d'apporter leur pierre à l'édifice d'un système de gouvernance transnational du travail articulant régulation privée et publique à différents niveaux. Ces systèmes de gouvernance du travail dépendent aujourd'hui principalement de mécanismes transnationaux dans lesquels de nombreux acteurs se côtoient : employeurs, représentants des travailleurs, ONG, syndicats nationaux et FSI (Bourguignon et al. 2020), institutions internationales, pouvoirs publics.

Au fil des ans, les chercheurs ont pu identifier et étudier une grande diversité de mécanismes visant à assurer le respect des normes du travail dans ces chaînes : les dispositifs de régulation privée (politiques RSE, initiatives multi-employeurs, ...), les dispositifs de régulation sociale (initiatives multi-parties prenantes, action syndicale, ...), et dispositifs de régulation publique (accords commerciaux internationaux, législation des PVD, incitations fiscales ...). Récemment, une nouvelle dynamique législative s'est développée au sein des pays occidentaux, permettant à ces gouvernements d'encadrer l'activité des entreprises multinationales en dehors de leurs frontières (ex. Dodd-Frank Act, CTSCA, CSRD, UK Modern Slavery Act, Dutch Child Labour Due Diligence Law, Loi française sur le devoir de vigilance). Toutefois, ce système de normes s'applique souvent difficilement en raison des problèmes de compatibilité entre les différentes formes de régulation et les différents niveaux auxquels celles-ci se rencontrent (Frenkel & Schuessler, 2021).

Toutefois, et malgré le développement de nombreux dispositifs de régulation des CGV, force est de constater que les problèmes sociaux ne sont pas résolus. Le constat fait par Haipeter *et al.* (2021) est le suivant : aucun de ces mécanismes de régulation n'est en mesure de garantir l'application des normes sociales le long des CGV. Chaque dispositif est, à lui seul, trop faible pour assurer une protection suffisante des droits des travailleurs dans les PVD. L'une des principales raisons identifiée par la littérature (*ibid.*) est que ces dispositifs ne se combinent pas d'eux-mêmes en un tout : ils vivent souvent isolément, sans forcément interagir.

Certains travaux de recherche avancent ainsi l'intérêt d'étudier les dispositifs de concert afin de mieux comprendre les liens qu'ils entretiennent, n'entretiennent pas, ou pourraient entretenir, ainsi que les effets de ces liens (Ashwin et al. 2020). Les dispositifs font aussi entrer de nouveaux acteurs dans l'arène de régulation, ou en excluent certains. En effet, un nombre croissant de travaux attestent du fait que les régulations publiques et privées s'entremêlent, interagissent, formant une sorte de régulation hybride

(Gereffi & Lee, 2016 ; Bair, 2017 ; Alford & Philipps, 2018) produisant des effets souvent non maîtrisés. En effet, la rencontre et l'interaction de différents types de régulation peut conduire à un « déplacement », c'est-à-dire qu'un type de régulation peut préempter, déplacer ou évincer d'autres formes (Gereffi & Lee, 2016). Certains soulignent quant à eux que les modes de régulation peuvent se compléter et conduire à une « gouvernance synergique » (Amengual, 2010 ; Mayer, 2014). Selon Gereffi & Lee (2016), cette gouvernance synergique serait un moyen de promouvoir des améliorations plus larges et plus durables dans les CGV. O'Rourke avançait déjà en 2006 le besoin de penser un système intégrant ces dispositifs de façon complémentaire, et ce afin de surmonter les limites particulières à chacun. Ce travail se révèle complexe puisque les forces et faiblesses des dispositifs ne « se combinent pas naturellement en résultat positif » (Haipeter *et al.* 2021, p. 150). Une agence est nécessaire pour les combiner un tout intégré, en un système de gouvernance du travail global cohérent et efficace.

Les travaux sont encore peu nombreux sur l'interaction des modes ou dispositifs de régulation et l'effet de ces interactions, ainsi que les conditions amenant à un renforcement mutuel des modes de régulation – et ce en dépit de quelques appels (*ex.* Bair *et al.*, 2020). Des scénarios de substitution et des scénarios de complémentarité sont avancés, entrelacés d'analyses sur les rapports de force qui contribuent à faire pencher la balance vers l'un ou l'autre des scénarios.

Pour ajouter à la complexité, il est nécessaire de considérer également le niveau de régulation et leurs interactions : micro, méso, ou macro ? Cet enchevêtrement de dispositifs agissant à des niveaux différents et produisant des effets les uns sur les autres (les renforçant ou les affaiblissant) souligne les possibilités d'actions multiples pour réguler les CGV, mais également le fait que ces actions ne peuvent être assorties d'une sorte de déterminisme en termes d'effets produits.

Enfin, les relations de pouvoir entre les acteurs des réseaux de production globaux évoluent sans cesse, façonnant le système gouvernance du travail mondial et donc les dispositifs de régulation qui sont eux aussi dynamiques, évoluant en fonction du contexte et des stratégies des uns et des autres, nécessitant ainsi (lors de la conception ou de leur adaptation) une analyse fine des situations micro, méso et macro. Un seul dispositif ne peut donc avoir la prétention de réguler les problématiques sociales liées au travail dans les CGV, et nous ne pouvons prôner un modèle de gouvernance idéal. L'enjeu est alors de comprendre le système dans lequel le ou les dispositifs étudiés s'insèrent et les effets qu'ils produisent à la fois sur les autres dispositifs et sur les conditions de travail locales.

Est-ce que l'articulation de dispositifs de régulation contribue à combiner leurs forces régulatrices et à atténuer leurs limites ? Ou contribue-t-elle à réduire la portée de certains de ces dispositifs au profit d'autres ?

Nous appelons donc, dans cette session thématique, à discuter des effets que produisent les dispositifs de régulation transnationaux les uns sur les autres, ainsi que des relations de pouvoir qu'ils font évoluer au sein ou en dehors de l'entreprise, éclipsant ou éclairant tour à tour de nouveaux acteurs clés des systèmes de régulation.

English version

In 2015, approximately 50% of global trade depended on global value chains (GVCs) (World Bank, 2020). While the emergence of GVCs has created new economic opportunities for developing countries, their lack of regulation has led to violations of workers' rights and substandard working conditions. Due to a dilution of their responsibility, Western lead firms have often disengaged themselves from these social problems linked to their supply chains.

Research on GVCs has come to include actors other than lead firms and subcontractors that are not directly involved in the production process, but recognized as participating in the dynamics and governance of these chains (*e.g.* governments, certification agencies, NGOs, trade unions...) (*e.g.* Bair &

Palpacuer, 2015; Raj Reichert, 2015). Notably, governments and international organizations play a key role in the construction and maintenance of GVCs, as demonstrated by the relevance of State interventionism (e.g. Weiss, 2005; Dicken, 2015). In recent years, more researches have focused on the role of the State in GVCs (e.g. Smith, 2015; Horner, 2017; Mayer & Phillips, 2017; Alford & Philipps, 2018 ...). States can be the architects, regulating or deregulating the functioning of GVCs and prescribing (or not) the way in which the value created therein has to be distributed. (Ponte, *et al.*, 2019). Moreover, actors such as NGOs, workers' representatives, national unions and GUFs attempt to shape transnational labor governance at different levels (Bourguignon *et al.* 2020).

We have seen a variety of regulatory instruments aimed at ensuring compliance with labor standards in these chains: private regulation (CSR policies, multi-employer initiatives, etc.), social regulation (multi-stakeholder initiatives, agreements with trade unions etc.) and public regulation (international trade agreements, developing country legislation, tax incentives, etc.). Recently, a new legislative dynamic has developed in Western countries, enabling these governments to regulate the activities of multinational companies outside their borders (e.g. Dodd-Frank Act, CTSCA, CSRD, UK Modern Slavery Act, Dutch Child Labour Due Diligence Law, the French law on the Duty of Vigilance).

Despite the proliferation of regulatory instruments for GVCs, it is clear that social problems remain unsolved. Haipeter *et al.* (2021) note that none of these instruments is able to guarantee the application of social standards along the GVC. Each mechanism is, on its own, too weak to ensure sufficient protection of workers' rights in developing countries. One of the main reasons is that these mechanisms do not combine themselves into a whole: they often live in isolation, without interacting with each other.

It is thus worthwhile studying the interactions and relationships among these mechanisms (Ashwin *et al.* 2020). Public and private regulation has shown to intermingle, interact, forming a kind of hybrid regulation (Gereffi & Lee, 2016; Bair, 2017; Alford & Philipps, 2018) producing often unintended consequences. Regulatory instruments can bring new actors into the arena while excluding others. Indeed, the meeting of different types of regulation can lead to 'displacement', meaning that one type of regulation can preempt, displace, or crowd out other forms (Gereffi & Lee, 2016). Meanwhile, some emphasize that regulation mechanisms can complement each other and lead to a 'synergistic governance' (Amengual, 2010; Mayer, 2014). Such synergistic governance (Gereffi & Lee 2016), or integrating various mechanisms in a complementary manner (O'Rourke, 2006) would be a way to overcome the specific limitations of each and to promote broader and more sustainable improvements in GVCs. This is a complex task, since the strengths and weaknesses of the systems do not "naturally combine into a positive outcome" (Haipeter *et al.* 2021, p. 150). Agency is needed to combine them into an integrated whole, into a coherent and effective global labor governance system.

There is still little research on the interaction of regulatory mechanisms and the effect of these interactions, as well as the conditions leading to a mutual reinforcement of the modes of regulation – despite some calls (e.g. Bair *et al.*, 2020). A range of regulatory instruments acting at different levels and possibly affecting each other (reinforcing or weakening them) points to the possibilities of jointly regulating GVCs, but also the complexity and unintended consequences.

Moreover, the power relations between actors in global production networks are constantly evolving, shaping the system of global labor governance, which is also dynamic, evolving according to the context and the strategies of the various actors, thus requiring a detailed analysis of micro, meso and macro contexts. The challenge is to understand the system in which the regulatory instruments live and the effects they have on other mechanisms as well as labor conditions on the ground.

Do different regulatory mechanisms interact? Does the interaction contribute to combining their regulatory forces and mitigating their limitations? Or does it contribute to reducing the scope of some of these mechanisms?

In this thematic session, we call for a discussion of the effects that transnational regulatory mechanisms may have on each other, as well as of the power relations that they are transforming within or outside the organization, overshadowing or shedding light on new key actors in transnational regulatory systems.

Bibliographie

Alford, M., Philipps, N. (2018), The political economy of state governance in global production networks: change, crisis and contestation in the South African fruit sector. *Review of international political economy*, 25(1), pp. 98-121.

Ashwin, S., Oka, C., Schuessler, E., Alexander, R., & Lohmeyer, N. (2020) Spillover effects across transnational industrial relations agreements: The potential and limits of collective action in global supply chains. *ILR Review*, 73 (4), pp. 995-1020.

Bair, J., Palpacuer, F. (2015), CSR beyond the corporation: contested governance in global value chains. *Global Networks*, 15(1), pp. 1-19.

Bair, J. (2017), Contextualising compliance: hybrid governance in global value chains. *New political economy*, 22(2), pp. 169-185.

Bair, J., Anner, M., Blasi, J. (2020), The Political Economy of Private and Public Regulation in Post-Rana Plaza Bangladesh. *Industrial and Labor Relations Review*, 73 (4), pp. 969-994.

Banque mondiale (2020), World Development Report 2020: Trading for Development in the Age of Global Value Chains. Washington. [Un résumé de ce rapport est disponible en français sous le titre « Rapport sur le développement dans le monde 2020: le commerce au service du développement à l'ère de la mondialisation des chaînes de valeur », à l'adresse <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/32437/211457ovFR.pdf>]

Bourguignon, R., Garaudel, P. & Porcher, S. (2020), Global Framework Agreements and Trade Unions as Monitoring Agents in Transnational Corporations. *Journal of Business Ethics*, 165, pp. 517–533.

Bourguignon, R., Henneber, M.A. (2021), Construire un dialogue social transnational : une analyse processuelle de l'effectivité des accords-cadres internationaux. In : Delautre et al., *Le travail décent dans une économie mondialisée. Quelques leçons des initiatives publiques et privées*. BIT, Genève.

Bourguignon, B., Helfen, M. (2022), Le dialogue social transnational et la dialectique du partenariat conflictuel. In : Bourguignon, R., Stimec, A., *L'analyse organisationnelle du dialogue social. Pratiques et perspectives théoriques*. Caen : EMS.

Dicken, P. (2015), *Global shift: mapping the changing contours of the world economy*. New York: Guilford Press.

Frenkel, S.J., Schuessler, E.S. (2021), Du Rana plaza au COVID19. Handicaps et atouts pour un nouveau système de gouvernance du travail dans les CAM de l'habillement. *Revue internationale du travail*, 160(4), pp. 659-680.

Gereffi, G., Lee, J. (2016), Economic and social upgrading in global value chains and industrial clusters: why governance matters. *Journal of Business Ethics*, 133, pp. 25-38.

Haipeter, T., Helfen, M., Kirsch, A., Rosenbohm, S., Üyüç, C. (2021), Industrial relations at centre stage: Efficiency, equity and voice in the governance of global labour standards. *Industrielle Beziehungen*, 28(2), pp. 1-25.

Horner, R. (2017), Beyond facilitators? State roles in GVC and global production networks. *Geography compass*, 11(2).

Mayer, F. (2014). Leveraging private governance for public purpose: Business, civil society and the state in labour regulation. In: Payne, A., Philips, N. (Eds.), *Handbook on the international political economy of governance*. Cheltenham, UK: Edward Elgar, pp. 344-360.

Mayer, F.W., Philipps, N. (2017), Outsourcing governance: states and the politics of a global value chain world. *New political economy*, 22(2), pp. 134-52.

O'Rourke, D. (2006), Multistakeholder regulation: privatizing or socializing global labor standards? *World development*, 34(5), pp. 899-918.

Ponte, S., Gereffi, G., Raj-Reichert, G. (2019), Introduction to the handbook on global value chains. In: Ponte, S., Gereffi, G., Raj-Reichert, *Handbook on global value chains*. Cheltenham: Edward Elgar.

Raj-Reichert, G. (2015), Exercising power over labour governance in the electronics industry. *Geoforum*, 67, pp. 89-92.

Smith, A. (2015), The state, institutional frameworks and the dynamics of capital in global production networks. *Progress in human geography*, 39(3), pp. 290-315.

Weiss, L. (2005), The state-augmenting effects of globalization. *New political economy*, 10(3), pp. 345-353.